CHAMBÉRY Emploi, chômage, retraite, Parcoursup... Un mouvement social national tous azimuts

1 200 manifestants dans la rue

défendre le modèle social" s'est décliné en les revendications des Savoie dans une ambiance bon enfant.

Les syndicats CGT, FO. FSU et Solidaires avaient appelé les salariés du public et du privé, les chômeurs, les jeunes et les retraités à se rassembler hier après-midi, à Chambéry.

1 200 personnes ont battu le pavé, avec en tête du cortège une soixantaine de retraités. En revanche, les étudiants étaient peu représentés.

Emploi et pouvoir d'achat, défense du service public et des pensions de retraite et retour au droit à la retraite

e mouvement natio- à 60 ans à taux plein. nal de rentrée pour maintien des régimes spéciaux : telles étaient syndicats, qui dénoncaient une « régression sociale ». Au cœur des griefs, aussi, Parcoursup, la procédure nationale de pré-inscription dans l'enseignement supérieur. "De cette société-là on n'en veut pas" ; "Macron, casse-toi..." ont scandé les manifestants, pour montrer leur mécontentement vis-àvis de la politique du gouvernement actuel.

Le cortège est parti du palais de justice avec, en tête, les retraités.



À Saint-Baldoph, débrayage suivi à l'Ehpad des Blés d'or



Une pétition est en cours, pour sensibiliser les élus du canton de La Rayoire, Toutes les personnes présentes hier sont déterminées pour que cet établissement reste dans le secteur public territorial. Photo Le DL/Marie-Jo ERRICO

lier, Laurence d'Introno, se-crétaire générale de FO 73, a réuni nombre de résidents, de familles, de soignants et d'habitants pour dire non à la privatisation L'Ehpad les Blés d'or, à Saint-Baldoph. La syndicaliste

a rappelé que « cette journée de grève interprofessionnelle privé/public est une continuité des deux actions du début d'année pour améliorer les conditions de travail et pour ob-

d'apporter une véritable prise en charges de nos aînés. Les salariés demandent aussi l'abrogation de la réforme de tarification, et une augmentation de salaires. La dépendance tenir plus de personnels, afin est un problème de société et

doit être une priorité de l'État ». Mais ce qui préoccupe, en plus, cet établissement, c'est la fin de la gestion par le Sivu (syndicat intercommunal à vocation unique) qui n'a plus la compétence administrative. Grand Chambéry n'a pas voulu reprendre la compétence sociale. Le syndicat a demandé l'aide des cinq maires du canton pour qu'une commune reprenne le CCAS. puisque l'établissement s'autogère et s'autofinance.

Aucune participation à l'équilibre du budget n'a été sollicitée auprès des cinq communes depuis son existence. Pour l'instant, aucun maire n'a donné de réponse. D'autres élus ont aussi été interpellés par les grévistes : « Cet Ehpad doit rester public et territorial, il est de proximité, connu et reconnu, et représente une qualité de vie. En restant public, il permet l'accès pour tous et aux plus démunis. Son changement aurait des conséquences également sur le personnel qualifié, diplômé et compétent, dont la majorité est agent de la fonction publique et territoriale. »